
SWISSLEAKS

Les socialistes veulent une commission spéciale

Socialistes francophones et flamands réclament une commission spéciale de suivi des affaires fiscales.

Par la voix de Laurette Onkelinx (PS) sur Bel RTL, et de John Crombez (sp. a) sur La Première, les socialistes du nord et du sud du pays ont appelé ce mardi matin à la mise en place d'une commission spéciale à la Chambre, afin d'assurer le suivi des affaires de fraude fiscale par les services de l'État...

La révélation, par le consortium de journalistes ICIJ, d'un nouveau scandale d'évasion fiscale avait provoqué une levée de boucliers à gauche dès lundi, ainsi qu'une multitude de propositions. Au PS, Ahmed Laaouej avait appelé notamment à sanctionner pénalement les conseillers fiscaux qui commercialisent des planifications fiscales illégales et à exclure du marché européen les banques qui entra-

vent la lutte contre la fraude fiscale.

Du côté d'Écolo, Georges Gilkinet a réclamé la mise en question du principe de transaction pénale amiable et la création d'un statut de protection pour les donneurs d'alerte. Le PTB a quant à lui réclamé la mise en place d'un cadastre des fortunes.

M. Crombez et Mme Onkelinx en ont remis une couche ce mardi matin, avec leur appel à l'installation d'une commission spéciale à la Chambre des représentants.

«*Il faut que la Chambre vérifie assez fréquemment que tout le nécessaire est fait*» pour traquer la fraude fiscale, a dit M. Crombez, évoquant une commission à caractère permanent.

Laurette Onkelinx a sollicité, elle, la relance de la commission d'enquête sur les grands dossiers de fraude fiscale, qui avait formulé une centaine de recommandations en 2009 après des mois de travaux fouillés. «*On verra en fonction de l'accueil de cette proposition de commission spéciale si oui ou non le gouvernement veut lutter contre la fraude fiscale, ou s'il veut ouvrir les bras aux fraudeurs*», a-t-elle commenté. ■